Tr.COM.PARIS 5 SEPTEMBRE 1988
AFF.IPSEN c. BIOGALENIQUE
(Inédit)

DOSSIERS BREVETS 1988.V.1

GUIDE DE LECTURE

- FABRICATION DE PRODUIT GENERIQUE
- "RATTACHEMENT INDISCRET" DU GENERIQUE AU PRODUIT INITIAL

**
**

I - LES FAITS

- 23 décembre 1974 : IPSEN obtient une autorisation de mise sur le marché (AMM) d'une spécialité dénommée "TANAKAN" à base de Gingko Biloba.
- 13 janvier 1986 : BIOGALENIQUE obtient une AMM à "procédure allégée" sur le produit précédent tenu pour générique et exploite sous le nom de GINKOGINK une spécialité présentée comme "*strictement identique à l'extrait standard*".
- 1986 : IPSEN met sur le marché ledit produit générique sous le nom de TRAMISAL.
- : IPSEN échoue dans sa demande en annulation administrative de l'AMM du GINKOGINK.
- 8 janvier 1988 : IPSEN assigne BIOGALENIQUE en . concurrence déloyale pour confusion et parasitisme . publicité trompeuse
- 5 septembre 1988 : Le Tribunal de Commerce de PARIS fait droit à la demande en concurrence déloyale : . ordonne une indemnité de 200.000 Frs . fait défense sous astreinte de 5.000 Frs par infraction "*de prétendre que le GINKOGINK est strictement identique au TANAKAN*". .

II - LE DROIT

- IPSEN prétendait que "*seul le fabricant de la spécialité originale est en droit de commercialiser un générique de cette spécialité*".

Le Tribunal ne répond pas sur ce point mais, en l'état présent de notre Droit positif, il paraît difficile d'admettre qu'en dehors de toutes circonstances et au-delà de la réservation par brevet, seul le fabricant initial aient la faculté de fabriquer et commercialiser le "produit générique".

- IPSEN prétendait que le "rattachement indiscret" du GIKOGINK au TANAKAN constituait un acte de concurrence déloyale.

PREMIER PROBLEME (concurrence déloyale par parasitisme)

A - LE PROBLEME

1°) Prétention des parties

- a) Le demandeur en réparation (IPSEN)

prétend que la référence à l'"extrait standard" valait référence à la spécialité TANAKAN et que pareille référence était constitutive d'acte de concurrence déloyale.

b) Le défendeur en réparation (BIOGALENIQUE)

prétend que la référence à l'"extrait standard" ne valait pas référence à sa spécialité TANAKAN et que pareille référence n'était pas constitutive d'acte de concurrence déloyale.

2°) Enoncé du problème

Le rattachement "à l'extrait standard" vaut-il acte de parasitisme par rapport à la spécialité originaire ?

B - LA SOLUTION

1°) Enoncé de la solution

"Attendu que l'expression "extrait standard" utilisée par BIOGALENIQUE dans sa circulaire du 3 novembre 1986 ne peut s'interpréter que comme une référence, à peine voilée, au TANAKAN, seule spécialité pharmaceutique à base d'extrait de Gingko Biloba existant, à l'époque, sur le marché français".

2°) Commentaire de la solution

La liberté de fabrication d'un produit est une chose, le rattachement au produit initial en est une autre et constitue un acte de concurrence déloyale indépendamment du problème de savoir si l'identité avec ce produit est effective ou non.

-"C'est ainsi que les décisions qui condamnent des utilisations de noms commerciaux ou de marques notoires dans des domaines différents de ceux pour lesquels ces signes ont été utilisés ou déposés sont au moins implicitement fondées sur la notion d'agissements parasitaires.

Tel est aussi le fondement des arrêts qui ont sanctionné le rattachement indiscret à l'entreprise d'un tiers, dans le but de profiter de manière illégitime de sa réputation, sans prétendre pour autant susciter la confusion, mais en se référant de manière directe ou indirecte à lui" (J.Azéma, Le Droit français de la concurrence, PUF 1981, n.161, p.113).

-"Plus généralement, le fait de se rattacher de manière directe ou indirecte à l'entreprise d'un tiers, même sans chercher à créer une confusion, peut constituer un agissement parasitaire entraînant la responsabilité de son auteur" (G.Cas, R.Bout et D.Ferrier, Concurrence-Distribution-Consommation, éd.Lamy 6è éd.1987, n.1622).

Ce "rattachement" était d'autant plus "indiscret" qu'il n'avait aucune nécessité et que BIOGALENIQUE n'était pas contrainte de référer au produit précédent.

La décision du Tribunal n'a rien de spécifique à la police de la fabrication et de la distribution des médicaments.

DEUXIEME PROBLEME (Concurrence déloyale par publicité trompeuse)

A - LE PROBLEME

1°) Prétention des parties

a) Le demandeur en réparation (IPSEN)

prétendait que l'indication que le GINKOGINK était "*strictement identique à l'extrait standard*" était inexacte et était, par conséquent, constitutive de publicité trompeuse et, donc, d'acte de concurrence déloyale.

b) Le défendeur en réparation (BIOGALENIQUE)

prétendait que l'indication que le GINKOGINK était "*strictement identique à l'extrait standard*" était exacte et n'était pas, par conséquent, constitutive de publicité trompeuse et, donc, d'acte de concurrence déloyale.

2°) Enoncé du problème

L'affirmation de la "stricte identité" du procédé du produit "2" au produit "1" était-elle inexacte et valait-elle acte de concurrence déloyale ?

B - LA SOLUTION

1°) Enoncé de la solution

"Attendu qu'en présentant le GINKOGINK comme "strictement identique" à l'extrait standard, BIOGALENIQUE a non seulement fait sienne une affirmation erronée, mais a abusivement cherché à faire croire aux membres du Corps Médical que les deux produits étaient "strictement identiques", que leurs propriétés thérapeutiques étaient rigoureusement identiques et qu'ils pouvaient prescrire indifféremment l'un ou l'autre; que la confusion recherchée visait à l'évidence à inciter les médecins, dans un souci d'économie pour leurs patients et pour la Sécurité Sociale, à substituer au produit original un autre produit ayant les mêmes effets mais moins coûteux; qu'un tel détournement de clientèle constitue bien un acte de concurrence déloyale, dont IPSEN peut légitimement demander réparation; Attendu que les "remords" tardifs de BIOGALENIQUE, qui a fini par reconnaître que les produits n'étaient pas "strictement" identiques, ne suffisent pas à l'exonérer de toute responsabilité à l'égard d'IPSEN; que BIOGALENIQUE s'est, en effet, rendue coupable d'actes de publicité mensongère, même si ceux-ci n'ont pas été réitérés par la suite".

2°) Commentaire de la solution

Le Tribunal insiste sur l'inexactitude de la présentation de GINKOGINK comme "*strictement identique*" à l'extrait standard.

Il y avait donc une inexactitude constitutive de publicité mensongère. Celle-ci est incriminée par la loi du 27 décembre 1973.

86
3844
5 FEVRIER 1988

ENTRE - L'INSTITUT DE PRODUITS DE SYNTHESE ET D'EXTRACTION
NATURELLE - IPSEN SA siège social 75015 PARIS 30
rue Cambronne
[G] DEMANDERESSE assistée de Maître LEGRAND Avocat (C240)
et comparant par Maître BRODU Avocat

ET - SOCIETE LABORATOIRES BIOGALENIQUE SA siège social
75014 PARIS 53 rue de l'Abbé Carton
DEFENDERESSE assistée de Maître LEENKNEGT Avocat
(C666) et comparant par Monsieur BOYER Mandataire

Le Tribunal a le 11 JUILLET 1988 ordonné la clôture des débats pour le Jugement être prononcé le LUNDI 5 SEPTEMBRE 1988, et les parties en ayant été informées, CE JOUR, APRES EN AVOIR DELIBERE :

EXPOSE DES FAITS

La Société INSTITUT DE PRODUITS DE SYNTHESE ET D'EXTRACTION NATURELLE (ci-après "IPSEN") a mis au point une spécialité pharmaceutique destinée au traitement des insuffisances circulatoires cérébrales, et dont le principe actif est extrait d'une plante, le Gingko Biloba. Elle exploite cette spécialité depuis 1975, tant en France qu'à l'Etranger, sous la marque TANAKAN; vendu en flacon de 30 ml, au prix public de 47,20 F; le TANAKAN figure parmi les tout premiers produits vendus en France.

Fin 1986, IPSEN a vu apparaître sur le marché, sous la marque GINKOGINK, une spécialité concurrente, également à base d'extrait de Gingko Biloba et vendue par les Laboratoires BIOGALENIQUE, en flacons de 30 ml, au prix public de 41,60 F. Il s'agit là d'une opération courante dans l'industrie pharmaceutique, qui consiste à mettre sur le marché un produit dit "générique", qui soit une copie aussi exacte que possible du produit original, dès lors que celui-ci, n'étant plus protégé par un brevet, tombe dans le domaine public.

Cependant, pour lancer le GINKOGINK, BIOGALENIQUE a adressé, le 3 Novembre 1986, une circulaire au Corps Médical ainsi libellée: "Docteur, pour faciliter le renouvellement de votre prescription de GINGKO BILOBA, les Laboratoires BIOGALENIQUE mettent à votre disposition GINKOGINK, extrait concentré de GINGKO BILOBA, strictement identique à l'extrait standard..."

Ce sont ces derniers mots qui motivent la présente action d'IPSEN à l'encontre de BIOGALENIQUE (IPSEN a introduit par ailleurs diverses actions devant d'autres juridictions et notamment une action en contrefaçon de marque qui est actuellement pendante devant le Tribunal de Grande Instance de PARIS, IPSEN, propriétaire des marques GINKOR et GINKOGEL, considérant qu'en choisissant la marque GINKOGINK a sciemment cherché à entretenir la confusion).

2. IPSEN estime que BIOGALENIQUE a commis une double faute dans sa circulaire :

- en faisant référence à un "extrait standard", qui

n'est autre que le TANAKAN ;

- en affirmant que le GINKOGINK est "strictement identique" à l'extrait standard, alors qu'il n'est ni strictement identique, ni même conforme au TANAKAN ;

et qu'elle s'est ainsi rendue coupable d'actes de concurrence parasitaire et de publicité trompeuse conduisant à une concurrence déloyale, dont IPSEN entend bien obtenir réparation.

3. C'est dans ces conditions que naît la présente instance. - PROCEDURE

Par acte du 8 JANVIER 1988, l'I.P.S.E.N. demande au Tribunal de :

- Constater que la Société LABORATOIRES BIOGALENIQUE a présenté, lors de son lancement, le GINKOGINK comme étant "strictement identique à l'extrait standard", c'est-à-dire au TANAKAN ;

- Dire que ce faisant, la Société LABORATOIRES BIOGALENIQUE a commis des actes de concurrence parasitaire ;

- Constater, au vu des expertises unilatérales et contradictoire, que l'affirmation des Laboratoires BIOGALENIQUE concernant cette stricte identité est inexacte ;

- Dire et juger que la Société des Laboratoires BIOGALENIQUE a commis ainsi des actes de publicité trompeuse constitutifs de concurrence déloyale au préjudice de la requérante ;

- Condamner les Laboratoires BIOGALENIQUE à verser à la Société requérante la somme de 500.000 F. à titre de dommages-intérêts.

4. - Faire défense à l'avenir à la Société Laboratoires BIOGALENIQUE de prétendre que le GINKOGINK est strictement identique au TANAKAN, et ce sous astreinte de 10.000 F. par infraction constatée ;

- Ordonner la publication du jugement à intervenir dans cinq journaux ou périodiques, au choix du requérant et aux frais de la Société Laboratoires BIOGALENIQUE, et ce au besoin à titre de supplément de dommages-intérêts, chaque insertion ne devant toutefois pas excéder 15.000 F. H.T.

- Condamner la Société Laboratoires BIOGALENIQUE à verser à la Société requérante la somme de 50.000 F. par application de l'article 700 du NCPC,

- Ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir,

- Condamner la Société des Laboratoires BIOGALENIQUE en tous les dépens.

5. Par conclusions motivées régularisées lors de la clôture des débats, BIOGALENIQUE demande au Tribunal de :

- dire et juger irrecevable et mal fondé l'ensemble des demandes présentées par la Société Anonyme IPSEN,

LUNDI 7.05.1988
PREMIERE CHAMBRE

- En conséquence, débouter la SA IPSEN de toutes ses demandes, fins et conclusions.
 Recevant la SA LABORATOIRES BIOGALENIQUE en sa demande reconventionnelle ;
 - Voir condamner la SA IPSEN à payer à la SA LABORATOIRES BIOGALENIQUE la somme de 100.000 F. à titre de dommages intérêts.
 Condamner également la SA IPSEN à payer la somme de 50.000 F. par application de l'article 700 du NCP.
 Ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir.

Condamner la SA IPSEN en tous les dépens de l'instance
 Il y a lieu de statuer par un seul et même jugement contradictoire sur la demande principale et sur la demande reconventionnelle.

6.

DISCUSSION

Sur la concurrence déloyale BIOGALENIQUE expose :

- qu'elle a obtenu, le 12 Janvier 1986, du Ministère de la Santé, l'autorisation de mise sur le marché (AMM) de la spécialité dénommée "SOPHIUM" ; que, le 11 Mars 1986, elle sollicitait l'autorisation de remplacer le nom de "SOPHIUM" par celui de GINKOGINK, autorisation qui lui était accordée le 20 août 1986 ; que cette spécialité pharmaceutique a pour principe actif un extrait concentré de ginkgo biloba, plante connue depuis des temps immémoriaux pour remédier aux troubles de la sénescence ;
- que l'AMM a été obtenue conformément à l'article R 5133 du Code de la Santé Publique, qui dispense le demandeur de suivre la procédure habituelle d'instruction d'une demande d'AMM dès lors qu'il s'agit "d'une spécialité déjà exploitée, ayant été exploitée d'une manière suffisante sur l'homme pour que ses effets (...) soient déjà connus" ou "d'une spécialité nouvelle dont la composition en principes actifs est identique à celle d'une spécialité déjà connue et exploitée" ;
- que, le 4 Octobre 1986, la Direction de la Pharmacie et du Médicament autorisait BIOGALENIQUE à diffuser auprès du Corps Médical la circulaire qui fait l'objet du présent litige ;
- que, le 12 MAI 1986, l'administration avait accordé l'AMM du TRAMISAL, autre générique du TANAKAN, au Laboratoire ASTIER qui appartient, comme IPSEN, au Groupe BEAUFOUR que le TRAMISAL était commercialisé, au prix public de 40 F le flacon de 30 ml, en Février 1987, c'est-à-dire quelques mois après le GINKOGINK ;
- que le Groupe BEAUFOUR entend ainsi faire admettre que seul le fabricant de la spécialité originale est en droit de commercialiser un générique de cette spécialité ;

my X

- qu'IPSEN a multiplié les recours auprès du Ministère de la Santé et de ce Tribunal pour obtenir l'annulation de l'A.M.M. du GINKOGINK, mais en vain ;

- qu'IPSEN doit donc être déboutée de l'ensemble de ses demandes et condamnée à réparer le préjudice qu'elle a causé à BIOGALENIQUE.

7.

IPSEN rétorque :

- que BIOGALENIQUE a, dans un premier temps, adressé aux membres du Corps Médical une circulaire dans le but évident de les inviter à substituer, dans leurs prescriptions, le GINKOGINK au TANAKAN, en présentant le GINKOGINK comme strictement identique à l'extrait standard, c'est-à-dire au TANAKAN ;

- qu'elle avait obtenu, le 17 Mars 1987, une ordonnance de référé de ce Tribunal, chargeant un Expert de dire si les trois produits (TANAKAN, GINKOGINK et TRAMISAL) étaient

- Conformes aux normes et exigences en vigueur lorsqu'ils ont obtenu l'AMM ;

- Identiques à l'"extrait standard" par rapport à ces mêmes normes et exigences ;

Que la Cour d'Appel, par arrêt du 28 Septembre 1987, a réformé l'ordonnance du 17 MARS 1987, dit qu'il n'y avait lieu à référé et annulé la décision ayant ordonné l'expertise

- que, pour obtenir cet arrêt, BIOGALENIQUE a exposé à la Cour que l'expertise devenait inutile et sans objet, dès lors qu'elle reconnaissait la non-identité entre le

GINKOGINK et le TANAKAN et qu'elle renonçait à présenter le GINKOGINK comme étant strictement identique au TANAKAN ;

- que de nombreuses analyses effectuées par des Experts agréés par le Ministère de la Santé concluent à la non-équivalence des 2 spécialités (TANAKAN et GINKOGINK) sur le plan de leur composition chimique ; que si toutes deux sont préparées à partir d'extraits de gingko biloba, les procédés d'extraction et de purification sont vraisemblablement différents, ce qu'indique la présence, en quantités non négligeables, de diverses impuretés dans le GINKOGINK ; qu'un Expert précise même que "la suspension obtenue avec le TANAKAN est parfaitement homogène, alors qu'il existe avec le GINKOGINK un résidu goudronneux insoluble et non dispersable" ;

- qu'en affirmant, lors du lancement du GINKOGINK, sa stricte identité avec le TANAKAN, BIOGALENIQUE a commis des actes de publicité trompeuse, constitutifs à l'égard d'IPSEN d'actes de concurrence déloyale

8.

Sur QUOI

Attendu que l'expression "extrait standard" utilisée par BIOGALENIQUE dans sa circulaire du 3 Novembre 1986 ne peut s'interpréter que comme une référence, à peine voilée, au TANAKAN, seule spécialité pharmaceutique à base d'extrait de gingko biloba existant, à l'époque, sur le marché français

X 17

LUNDI 5.09.1988
PREMIERE CHAMBRE

que les tentatives de BIOGALENIQUE de faire croire successive-
ment qu'il pouvait exister un "extrait standard" indépendant
du TANAKAN, puis qu'elle avait fait allusion dans sa lettre
à un standard interne à BIOGALENIQUE, auquel les différents
lots fabriqués par elle seraient "strictement identiques"
sont dénuées de tout fondement et même de toute pertinence ;
qu'il est constant en effet que, s'agissant d'extraits de
produits naturels, seuls des produits ayant subi les mêmes
opérations d'extraction et de purification peuvent être ré-
putés "identiques" ; que même dans ce cas, l'identité ne
peut s'entendre qu'à l'intérieur de certaines limites de
tolérance, notamment en ce qui concerne les impuretés ; qu'il
est donc absurde, scientifiquement parlant, d'évoquer une
"stricte" identité des produits ; qu'à plus forte raison, dans
le cas de procédés d'extraction et de purifications différen-
ts, il ne peut être question d'obtenir des produits "stricte-
ment identiques", ni de laisser croire qu'il puisse exister
un "extrait standard" unique.

Attendu qu'en présentant le GINKOGINK comme "stricte-
ment identique" à l'extrait standard, BIOGALENIQUE a non seu-
lement fait sienne une affirmation erronée, mais a abusive-
ment cherché à faire croire aux membres du Corps Médical
que les deux produits étaient "strictement identiques", que
leurs propriétés thérapeutiques étaient rigoureusement iden-
tiques et qu'ils pouvaient prescrire indifféremment l'un ou
l'autre ; que la confusion recherchée visait à l'évidence
à inciter les médecins, dans un souci d'économie pour leurs
patients et pour la Sécurité Sociale, à substituer au produit
original un autre produit ayant les mêmes effets mais moins
coûteux ; qu'un tel détournement de clientèle constitue bien
un acte de concurrence déloyale, dont IPSEN peut légitimement
demander réparation ;

Attendu que les "remords" tardifs de BIOGALENIQUE, qui
a fini par reconnaître que les produits n'étaient pas "stricte-
ment" identiques, ne suffisent pas à l'exonérer de toute
responsabilité à l'égard d'IPSEN ; que BIOGALENIQUE s'est,
en effet, rendue coupable d'actes de publicité mensongère,
même si ceux-ci n'ont pas été réitérés par la suite ;

Le Tribunal dira IPSEN bien fondée en son action en
son action en concurrence déloyale à l'encontre de BIOGALENI-
QUE et, y faisant droit, statuera dans les termes ci-après :

9.

Sur le préjudice subi par IPSEN

BIOGALENIQUE soutient :

- que l'envoi de sa circulaire au Corps Médical n'a
causé aucun préjudice à IPSEN ; que les médecins connaissent
bien l'existence des produits génériques et sont à même d'ap-
précier l'opportunité de substituer ou non ceux-ci aux pro-
duits originaux ;

5ème Page
FDB

3 mots nuls./.

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

- que le chiffre d'affaires de TANAKAN n'a pas baissé lors de l'introduction du GINKOGINK ; qu'il n'y a donc pas lieu à réparation d'un préjudice qui n'existe pas.

IPSEN rétorque :

- que si le chiffre d'affaires de TANAKAN n'a pas baissé, elle a dû demander à son réseau de visiteurs médicaux de déployer des efforts considérables pour défendre, auprès des médecins, le produit original ;

- qu'elle a dû elle-même lancer son propre générique, le TRAMISAL qui, lui, est "identique" au TANAKAN puisque préparé et purifié selon les mêmes procédés, pour lutter contre la concurrence déloyale de BIOGALENIQUE ;

- que les actes de concurrence parasitaire et déloyal auxquels s'est livré BIOGALENIQUE méritent une réparation, qu'elle évalue à 500.000 F.

- qu'il convient en outre d'interdire à BIOGALENIQUE de prétendre que GINKOGINK est strictement identique au TANAKAN, et ce sous astreinte de 10.000 F. par infraction constatée ;

- que le jugement à intervenir devra, enfin être publié dans 5 journaux ou périodiques, aux frais de BIOGALENIQUE.

10.

Sur quoi,

Attendu qu'IPSEN ne fournit au Tribunal aucune précision sur l'évaluation qu'elle a faite du préjudice que lui a causé BIOGALENIQUE ; que les éléments communiqués au Tribunal lui permettent, cependant, de fixer à 200.000 F. le montant de ce préjudice ;

Attendu que la demande de publication du jugement à intervenir, formulée par IPSEN, se trouve justifiée par les faits de la cause ; qu'il convient, cependant, de limiter à 10.000 F. hors taxes le coût de chaque insertion ;

Le Tribunal :

- condamnera BIOGALENIQUE à payer à IPSEN la somme de 200.000 F. à titre de dommages intérêts, débouterà IPSEN du surplus de sa demande ;

- fera défense à l'avenir à BIOGALENIQUE de prétendre que le GINKOGINK est strictement identique au TANAKAN, et ce sous astreinte de 5.000 F. par infraction constatée ;

- Ordonnera la publication du jugement à intervenir dans 5 journaux ou périodiques, au choix d'IPSEN et aux frais de BIOGALENIQUE, dans la limite de 10.000 F. H.T. par insertion ;

- dira IPSEN mal fondée en le surplus de ses demandes et BIOGALENIQUE mal fondée en l'ensemble de ses demandes reconventionnelles ; les en débouterà respectivement.

Sur l'ARTICLE 700 DU NCPC

Sur la demande de 50.000 F. par IPSEN

J
R

AI
AI
MI
J

NDI 5.09.1988
EMIERE CHAMBRE

Compte-tenu des éléments fournis, il paraît équitable de condamner la défenderesse à payer à la demanderesse la somme de 10.000 F.

Sur la demande de 50.000 F. par BIOGALENIQUE

Attendu que celle-ci succombant au principal, elle ne saurait prospérer en ce chef de demande.

SUR L'EXECUTION PROVISOIRE

Attendu que le Tribunal ne l'estimant pas nécessaire il n'y a lieu de l'ordonner.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, statuant en PREMIER RESSORT par un seul jugement contradictoire, sur la demande principale et sur la demande reconventionnelle ;

- Dit la Société IPSEN L'INSTITUT DE PRODUITS DE SYNTHESE ET D'EXTRACTION NATURELLE bien fondée en son action en concurrence déloyale à l'encontre des Laboratoires BIOGALENIQUE ;

- Condamne les Laboratoires BIOGALENIQUE à payer à la SOCIETE IPSEN L'INSTITUT DE PRODUITS DE SYNTHESSES ET D'EXTRACTION NATURELLE ;

La somme de DEUX CENT MILLE FRANCS à titre de dommages intérêts,

- et celle de DIX MILLE FRANCS en application de l'article 700 du NCPC ;

Fait défense à l'avenir aux Laboratoires BIOGALENIQUE de prétendre que le GINKOGINK est strictement identique au TANAKAN, et ce sous astreinte de CINQ MILLE FRANCS par infraction constatée ;

Ordonne la publication du présent jugement dans CINQ journaux ou revues au choix de la Société L'INSTITUT DE PRODUITS DE SYNTHESSES ET D'EXTRACTION NATURELLE et aux frais des Laboratoires BIOGALENIQUE, dans la limite de DIX MILLE FRANCS Hors Taxes par insertion ;

Dit chacune des parties mal fondées en le surplus de ses demandes, fins et conclusions ; les en déboute respectivement ;

Dit n'y avoir lieu à l'exécution provisoire ;

Condamne les LABORATOIRES BIOGALENIQUE aux dépens ;

Liquide les dépens à recouvrer par le Greffe à la somme de : 235,95 F. TTC.

Retenu à l'audience publique du 2 MAI 1988 où siégeaient : Messieurs FEKETE, SAMPRE, de MALHERBE.

Délibéré par les mêmes magistrats et prononcé à l'audience publique de la PREMIERE CHAMBRE du Tribunal de Commerce de Paris le LUNDI 5 SEPTEMBRE 1988 où siégeaient :

- Monsieur HERPEUX, Président.
Messieurs FEKETE, ALAIN, SAMPRE
et de MALHERBE, Juges, assistés
de Monsieur VIDAL, Greffier.

La minute du jugement est signée
par le Président du délibéré et
le Greffier.

PP. 5,63
FF. 7,12
R. 66,65
T. 156,55
235,95 F.